

La nationalisation des écoles privées confessionnelles au Cameroun en contexte de crise économique

Oumarou Gnebora

Université de Douala – Cameroun

L'Afrique francophone : la recherche comme levier d'un développement effectif des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'économie verte

Question de recherche et thèse centrale

01 • PROBLÉMATIQUE

Comment et pourquoi l'État camerounais a-t-il transféré des écoles confessionnelles vers le secteur public ?

Une crise de financement

Les écoles dépendaient fortement des subventions publiques ; leur réduction fragilise salaires, fonctionnement et infrastructures.

Un projet étatique

La nationalisation accompagne la centralisation administrative, l'unification scolaire et l'affirmation de la souveraineté éducative.

Une demande sociale

Les frais de scolarité pèsent sur les ménages ruraux ; familles et enseignants peuvent voir le transfert comme une solution.

Thèse : la nationalisation n'est pas réductible à une décision budgétaire ; elle résulte de facteurs financiers, politiques et sociaux qui se renforcent mutuellement.

Méthode et matériaux

02 • DÉMARCHE

Approche sociohistorique

Reconstituer les transformations de l'enseignement confessionnel de l'indépendance aux recompositions contemporaines.

Sources croisées

Archives administratives publiques et privées, textes législatifs, rapports, statistiques et littérature scientifique.

Terrain et entretiens

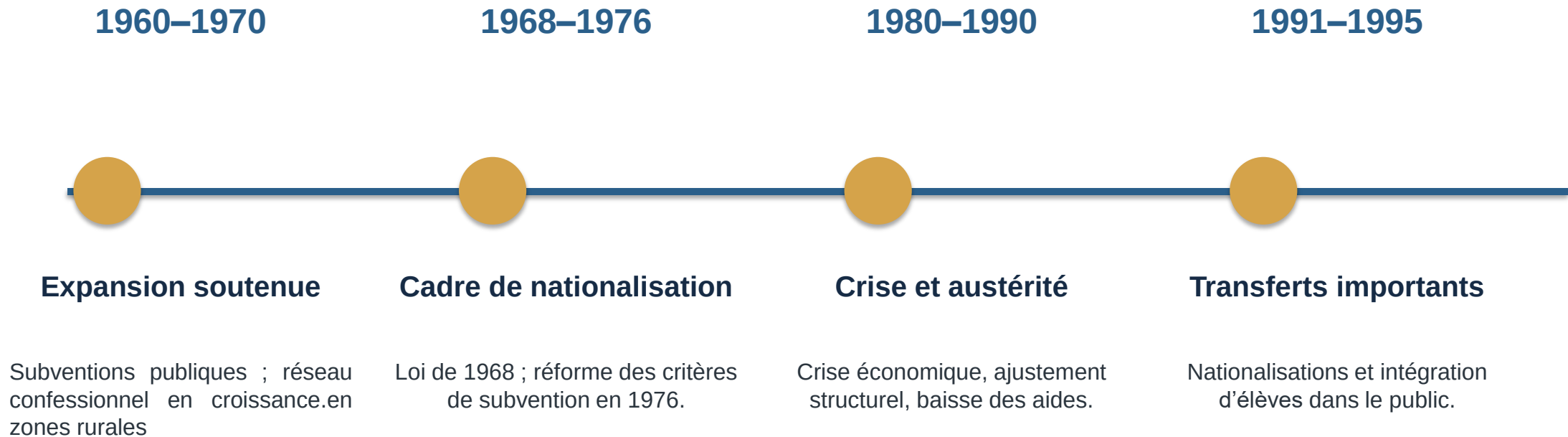
Observations et entretiens avec acteurs scolaires, religieux, administratifs et familles ; échelles nationale, institutionnelle et locale.

Traitement des données

- Analyse chronologique des textes et des données statistiques
- Codage thématique des entretiens
- Triangulation pour distinguer faits documentés et interprétations

Repères historiques : de la coopération au transfert

03 • CHRONOLOGIE



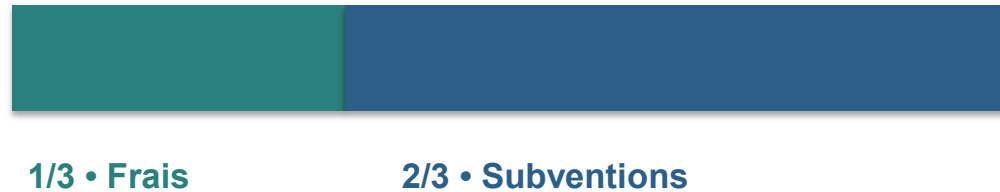
Lecture d'ensemble : un partenariat d'abord financé par l'État devient progressivement conditionnel, puis est reconfiguré par la crise.

Le financement public : un modèle devenu vulnérable

04 • RÉSULTATS

Le modèle initial (années 1960)

Les frais de scolarité couvrent environ un tiers des ressources ; les subventions publiques en couvrent les deux tiers.



La rupture (1977–1999)

1977–1984

Baisse réelle estimée à près de 40 % des ressources.

1987–1999

Subventions : 7,35 à 3,5 milliards FCFA.

Conséquences

Retards de salaires, arriérés sociaux et fiscaux, dégradation du fonctionnement et fermetures.

Mécanisme clé : réduire les aides sans supprimer les charges fixes rend le modèle confessionnel difficilement soutenable.

Pourquoi les écoles sont-elles transférées ?

05 • MÉCANISMES

1. Facteurs économiques

Réduction des subventions, crise des recettes publiques, endettement et incapacité à payer régulièrement le personnel.

2. Facteurs institutionnels

Dysfonctionnements de gestion, contrôle accru des aides et centralisation des normes éducatives.

3. Facteurs sociaux

Frais scolaires jugés trop lourds par certaines familles ; demandes d'accès à l'école publique.

Des motivations territoriales et politiques s'ajoutent

- En 1977, nationalisation d'écoles proches de la frontière nigériane pour limiter les migrations scolaires transfrontalières.
- Les enseignants peuvent rechercher une rémunération et un statut plus sécurisés dans la fonction publique.

Quelques chiffres qui structurent le processus

06 • RÉSULTATS QUANTITATIFS

418

écoles catholiques transférées au public
dès 1970

10 720

élèves catholiques intégrés au public, avec
1 120 protestants et 570 du privé laïc

254

écoles confessionnelles transférées en
1983

253

écoles confessionnelles nationalisées
entre 1991 et 1995

100 998

élèves intégrés au secteur public en
1991–1995

Ces données décrivent des transferts et des évolutions de statut ; elles ne suffisent pas, isolément, à expliquer chaque fermeture.

Quels effets sur le système éducatif ?

07 • IMPLICATIONS

Pour les familles

Le transfert vers le public peut réduire les frais directs et limiter le risque d'exclusion scolaire, surtout en milieu rural.

Pour l'État

Extension du réseau public, continuité du service éducatif et renforcement du contrôle administratif.

Pour les Églises

Allègement de certaines charges financières, mais recul de l'autonomie institutionnelle dans le champ scolaire.

Une conséquence ambivalente

La nationalisation contribue à la continuité et à l'accès à l'école, mais la recomposition ultérieure du privé confessionnel autour des centres urbains et de frais plus élevés peut renforcer les inégalités.

Discussion : une nationalisation à double logique

08 • INTERPRÉTATION

Logique de service public

- Maintenir l'offre scolaire
- Intégrer les élèves d'écoles fragilisées
- Réduire les barrières financières
- Renforcer la présence publique dans les territoires

Logique de souveraineté et de gestion

- Uniformiser et contrôler l'enseignement
- Affirmer l'autorité de l'État postcolonial
- Rationaliser les dépenses
- Reconfigurer les rapports État–Églises

Résultat analytique : la nationalisation est un processus historique de redistribution des responsabilités éducatives, et non une simple baisse du nombre d'écoles privées.

CONCLUSION

Trois enseignements à retenir

- | | | |
|-----------|-----------------------------------|--|
| 01 | La dépendance financière | La forte part des subventions a rendu les écoles vulnérables à leur réduction. |
| 02 | La centralisation étatique | Le transfert a servi la continuité scolaire mais aussi l'unification et le contrôle de l'enseignement. |
| 03 | L'équité en question | L'accès au public a pu alléger les coûts, tandis que le repositionnement du privé confessionnel peut accentuer les écarts sociaux. |

Ouverture : comment concilier régulation publique, pluralisme éducatif et justice sociale ?

Références essentielles

Références mobilisées dans le manuscrit

- Bayart, J.-F. (1972, 1973) - rapports Églises-État et fonction politique des Églises.
- Labrousse, A. (1975) - financement de l'enseignement public et privé au Cameroun oriental.
- Inack-Inack, S. (1982) - coûts et financement de l'enseignement catholique.
- Djamé et al. (2000) - mécanismes et stratégies de financement des écoles privées.
- Mawa, M. C. (2019) - crise financière de l'enseignement protestant.

Merci pour votre attention

Questions et échanges

Oumarou Gnebora

Université de Douala - Cameroun